Les syndicats de Météo France
42 Av. G. Coriolis
31057 Toulouse Cedex

à

Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Hôtel Roquelaure,
246 Boulevard Saint Germain
75007 Paris

Objet : Demande d'audience

Monsieur le Ministre,

Nous sollicitons une entrevue que nous espérons rapide, tant les sujets que nous souhaitons évoquer avec vous nous paraissent urgents pour l'Etablissement Météo France et ses agents que nous représentons.

Lors du dernier rendez-vous en date les représentants du ministère ont affirmé vouloir poursuivre les fermetures de centres que nous subissons depuis 2 ans : 38 implantations, sur les 105 que comptait l 'Etablissement avant la mise en œuvre de la réorganisation territoriale, auront d'ores et déjà été supprimées d'ici la fin d'année 2013.
Ces 38 implantations supprimées pour un Etablissement comme le nôtre signifient une perte considérable tant techniquement, du fait de la diminution de la présence humaine locale, que socialement avec la réorientation des agents impactés par les fermetures vers des centres pérennes très éloignés. Dans le but d'arrêter ce gâchis, les organisations syndicales de Météo-France maintiennent leur exigence de moratoire concernant cette réforme territoriale.

Techniquement, le bilan des réorganisations « métiers » qui ont été mises en œuvre dans le même temps que la réorganisation territoriale démontre que toutes les craintes que nous avions pu exprimer ces dernières années étaient fondées. Les outils tant vantés pour vendre les bienfaits de ces réorganisations aux préfectures ne sont pas au niveau d'exigence attendu. Les interventions humaines dans cette chaîne de prévision ne sont plus valorisées comme elles pourraient l'être. Il s'ensuit, de plus, une perte de sens des métiers fortement préjudiciable tant pour la santé des agents que pour la bonne marche de l'Etablissement.

Humainement encore, 32 des centres fermés sont significativement éloignés de centres « pérennes », parfois jusqu'à 160 km voire plus. Cela représente la réorientation de plus de 150 agents, pour la plupart accompagnée de mobilité dans « l'intérêt du service ». Nous ne pouvons pas nous contenter du traitement « social » appliqué aujourd'hui aux agents impactés.

Nous nous élevons contre la violence de ces fermetures de centres qui ne tiennent aucunement compte des drames qui se cachent derrière chaque mobilité d'agent impacté et les ruptures socioprofessionnelles extrêmes que cela représente pour eux et leur famille.

Le mandat du PDG de l'établissement public Météo-France sortant était de poursuivre la restructuration initiée sous le précédent gouvernement, soit, fermer encore 22 centres entre 2013 et 2016. Une centaine d'agents attendent dans l'angoisse depuis 2008 de connaître leur sort. Nous pensons que des solutions de maintien sur place peuvent être trouvées. Cela assurerait une présence réelle de Météo-France au plus près des usagers et éviterait une casse sociale évidente.

Les réorganisations concernent également de nombreux services qui subissent une centralisation des tâches comme les services informatiques ou de la climatologie. Là aussi les personnels sont touchés de plein fouet car localement le travail disparaît ou perd de son intérêt, et au niveau central la charge de travail augmente sans moyens supplémentaires suffisants.

A ces restructurations s'ajoutent une baisse de budget qui conduit à programmer un budget déficitaire pour 2014 et ce à un niveau « inédit » et une suppression drastique de personnel (189 ETP en 2 ans, soit 7 départs à la retraite sur 9 non remplacés)[1]. On nous laisse entendre qu'il n'y aurait pas d'amélioration à attendre pour les années suivantes.

Nous ne nous résignons pas à la casse de notre Etablissement et nous vous demandons de réaffirmer le rôle du service public météorologique en redonnant toute sa place à l'échelon local dans l'organisation de nos métiers.

Nous souhaitons nous entretenir avec vous de toute urgence sur ces problématiques.
Vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez bien accorder à notre demande, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération .

Pour Solidaires-Météo,
José CHEVALIER

Pour le SNM-CGT
Vincent LORNE

Pour le SNITM-FO
Michel GOUVERNEUR

Pour la CFDT-Météo
Lionel ALTHUSER

1 Le p-dg sortant, présentant le budget de 2013 en Conseil d'Administration du 30/11/2012 indiquait que les « objectifs ne seront pas faciles à atteindre car l'Etablissement est entré dans une phase où il n'existe plus beaucoup de marges de manœuvre : il sera désormais nécessaire de considérer de façon très attentive, dans chaque service, chaque départ afin de gérer les ressources au plus près. Il est sans doute possible d'être plus efficace, mais l'Etablissement devra aussi conduire une analyse sur le socle indispensable d'activités. Il s'agira, là aussi, de faire des choix, par exemple d'accepter de ne plus faire telle ou telle activité. 2013 doit être une année de réflexion sur ces points. » (sic, cf. p6 du PV)